

## Appel à communications journée d'étude « violences administratives envers les étranger.es »

Samedi 28 septembre 2019

Le laboratoire junior Mouvances regroupe des masterant·es et doctorant·es en sciences humaines et sociales, qui mènent une étude critique des discours produits sur les migrations. Nos travaux analysent les processus de représentation et de catégorisation des migrations, et des personnes concernées, ainsi que leurs effets sociaux. Ils se matérialisent dans la publication d'un [dictionnaire en ligne des migrations](#), qui s'attache à situer l'étoilement des termes décrivant les phénomènes migratoires dans leurs contextes spatio-temporels, ainsi que dans leurs champs d'énonciations, juridiques, administratifs, médiatiques ou encore artistiques.

### « Violences administratives »

Cette journée d'étude concerne "les violences administratives envers les étranger.es". Nous définissons cette notion comme *"des formes de violences symboliques et/ou physiques, qui s'exercent contre des individus étranger.es en raison de leur situation administrative, mais aussi en fonction d'autres discriminations (raciales, sociales, de genre, de handicap), généralement de la part des administrations d'Etat elles-mêmes."*

Ces violences se manifestent à travers les nombreux obstacles s'opposant à la régularité du parcours administratif : demande d'un visa au consulat, d'un titre de séjour ou d'une protection internationale, renouvellements, cours de langue à l'OFII, accès à l'emploi ou au système de santé, etc. Elles sont renforcées par des interactions dégradées entre les agent.es administratif.ves et les administré.es.

En effet, la fermeture des voies de régularisation, croissante depuis les années 1980, et plus encore depuis 2003 avec les lois Sarkozy, prend la forme d'une politique du chiffre, de l'expédition des procédures, d'organisation de l'attente, de l'enfermement, d'expulsions/déportations. Cette répression croissante est facilitée par l'opacité des prises de décisions, un fort pouvoir discrétionnaire dans l'interprétation de la loi, et de nombreux illégalismes.

Ces violences jalonnent le parcours migratoire des personnes arrivant en France, depuis le pays de départ, sur la route, aux frontières, et souvent longtemps après l'arrivée. Elles ont des effets psychologiques et/ou physiques différenciés, plus ou moins forts, plus ou moins durables, sur les individus dont l'une des manifestations les plus documentées est le stress post-traumatique. Elles peuvent par ailleurs être ressenties et subies par les aidant·e·s (associations, particuliers, services publics) ou les agent·e·s des administrations ; elle·eux aussi confronté·e·s à la précarisation du droit à l'installation et au séjour. Objectiver cette notion, alors même que le ressenti de la violence est si

subjectivement différencié, nous apparaît une nécessité afin de mieux pouvoir identifier et combattre ces violences. Nous ne séparons pas réflexion et action.

### **Déroulé de la journée d'étude**

Cette journée d'étude veut mettre en synergie les travaux en cours de jeunes chercheurs (en master et doctorat) et ceux de chercheurs plus renommés ; ainsi que ceux de personnes ayant subi des violences administratives, ou luttant contre elles dans un cadre d'actions collectives ou associatives. Nous tenons à donner à cette manifestation une dimension militante, dans le souci d'éviter une position en surplomb du savoir universitaire par rapport au vécu des acteur.rices.

La journée d'étude se déroulera en quatre moments de tables rondes :

- 1) Une première historicisant le rapport d'administrations aux étranger.es.
  - 2) Une seconde portant sur les violences policières, des contrôles aux frontières jusqu'à l'expulsion-déportation
  - 3) Une troisième concernant la demande des titres de séjour et des protections internationales, en particulier à travers l'analyse des effets psychologiques de la violence administrative.
  - 4) Une quatrième axée sur les difficultés de l'apprentissage de l'écriture et de la langue française
- Ces tables rondes seront centrées sur le cas de la France, bien que des comparaisons soient les bienvenues.

Elle se terminera par une projection cinématographique.

### **Appel à communications :**

Dans le souci de donner une visibilité et des espaces de communications de leurs recherches à des étudiant.es, doctorant.es, et jeunes chercheur.ses, nous leur réservons cet appel à communication.

Il concerne:

- 1) Une communication de 20 minutes sur la construction historique du rapport des administrations aux étranger.es
- 2) Une communication de 20 minutes sur les violences policières, des contrôles aux frontières jusqu'à l'expulsion-déportation
- 3) Un film ou un ensemble de courts métrages, à projeter le soir, de fiction ou documentaire, présenté par le ou les créateur.ice(s)

Les propositions de communication devront faire 3 pages, police times new roman taille 12 au maximum. Elles devront être envoyées pour le 1er juillet au plus tard. Elles devront inscrire explicitement la communication dans le thème de la table ronde.

Nous vous remercions,

Le Laboratoire Junior Mouvances